

ENTREPRENEURSHIP

La constitution d'une société en Suisse

Creating a company in Switzerland

La Suisse apparaît parfois comme une excellente alternative pour l'ouverture d'une société. En effet, bien qu'elle se situe en plein milieu de l'Europe Occidentale, elle ne fait pas partie de l'Union Européenne, tout en bénéficiant jusque là, de la majeure partie de ses avantages, au travers des nombreux accords bilatéraux signés avec elle. De plus, la Suisse a conservé sa propre monnaie, le franc, devise forte et stable. Tellement forte qu'on a vu apparaître récemment des taux d'intérêts négatifs sur les dépôts, ce qui veut également dire que les taux d'intérêts sur les crédits sont aujourd'hui très favorables.

D'autres éléments peuvent convaincre l'entrepreneur d'ouvrir une société en Suisse, tels que :

- Fiscalité stable et favorable
- Collaborations possibles avec les Hautes Ecoles dont certaines de renommées internationales
- Possibilité d'emploi de personnel multilingue
- Loi du travail relativement souple en comparaison Européenne
- Salaires élevés, mais charges sociales raisonnables
- Système politique stable
- Système d'éducation efficace
- Label du Swiss Made dans certains cas
- Pas ou peu de corruption (6^e pays le moins corrompu en 2018 selon *Transparency International*).
- Qualité de vie

Ainsi, si l'entrepreneur prend finalement sa décision d'installer une structure juridique en Suisse, le premier pas, souvent difficile et capital - trouver le bon partenaire bancaire. Donc, avant toute chose, prendre contact avec la banque de votre choix et rencontrez-la! J'ai personnellement trop souvent vécu des situations où des entrepreneurs ont pu constituer leur société avec leur notaire, ont pu ouvrir un compte de consignation auprès d'une banque et ont été stoppés dans leur progression avec leur capital bloqué faute de partenaire bancaire prêt à les accueillir.

D'autres ont cru pouvoir éviter ce passage obligé en achetant une société existante mais inactive. Cette solution n'est pas forcément optimale, lorsque la banque s'en aperçoit, elle peut bloquer les fonds

Switzerland sometimes seems like the perfect place to set up a company. It's in the middle of Western Europe and, although not part of the EU, it enjoys most of the benefits of membership through a series of bilateral agreements. What's more, Switzerland has its own strong and stable currency. In fact, the Swiss franc is so strong that interest rates are negative on many institutional deposits - meaning companies can take out loans at extremely low interest rates.

There are several other factors that could persuade you to start a business in Switzerland, such as:

- low, stable tax rates
- potential partnerships with top-tier universities (including some renowned internationally)
- a large pool of educated, multilingual workers
- flexible labor laws compared with most EU countries
- high salaries, yet reasonable payroll taxes
- a stable political climate
- a strong educational system
- the "Swiss made" label for certain products
- low corruption (Switzerland ranked sixth on Transparency International's 2018 corruption index)
- a high quality of life.

If you decide to set up a company in Switzerland, the first challenge - often decisive - is finding a bank to work with. We suggest you meet personally with one or several banks. I've seen too many foreign entrepreneurs who come to the country, contact a notary, draw up their articles of incorporation and even open a capital-deposit account (a temporary account for their share capital), only to hit a roadblock when it comes to finding a bank willing to serve and support their business.

One possible way of getting around this could be to acquire an existing, dormant company. However that doesn't always work, since that company's bank could block the company's funds until it has carried out a full compliance audit of the new owners - which could end up with the bank closing the company's accounts!



jusqu'à ce qu'elle ait procédé à un nouvel examen de *compliance*, qui peut néanmoins également aboutir à un refus!

Par conséquent, rencontrez votre banquier, expliquez-lui qui vous êtes, ce que vous voulez faire en Suisse, la provenance des fonds qui seront utilisés pour libérer le capital, ainsi que le flux de fonds probable à l'avenir (provenance/destination des fonds), en espérant que celui-ci ne transitera pas par des pays soumis à embargo (Corée du Nord, Iran, Crimée - pour l'instant encore - Soudan, Somalie, Lybie, etc). Si un des actionnaires est une PEP (personne exposée politiquement) cela peut compliquer quelque peu l'affaire, de même s'il est citoyen américain par exemple (chat échaudé craint l'eau froide!).

De manière générale, si l'entreprise entend dans un futur relativement proche avoir ses propres locaux (même petits), ainsi que du personnel, cela aidera grandement à obtenir un préavis positif de la banque. Cette dernière étant devenue très vigilante en ce qui concerne les sociétés dites de « domicile ». Dans certains cas, des banques privées peuvent se montrer plus ouvertes à une entrée en relation commerciale, cependant comme souvent elles n'ont pas de vocation commerciale, le coût de l'exploitation d'un compte peut s'avérer relativement élevé et/ou la banque exigera de pouvoir également, parallèlement, bénéficier de fonds en gestion - ce qui n'est pas forcément évident lorsqu'on débute une activité dans le pays!

J'ai beaucoup insisté sur la banque, mais c'est véritablement le point important! Passé cette étape avec succès, nous pouvons rapidement progresser!

L'étape suivante: le rendez-vous avec son notaire qui préparera un projet de statuts, ainsi que l'acte constitutif.

A ce stade, une fois que le notaire détient toutes les informations qui lui sont nécessaires, il pourra vous remettre son projet dans la semaine qui suit en général.

Therefore it's important to meet with your prospective banker and explain who you are, what you intend to do in Switzerland, where the money for paying in the share capital will come from, and where the company's cash will come from and go to in the future - in the hopes that it won't be transiting a blacklisted country such as North Korea, Iran, Crimea (for now), Sudan, Somalia, or Libya. Things could also get complicated if one of the company's owners is a "politically exposed person" (PEP) or a US person (once bitten, twice shy!).

Generally speaking, if you have plans to rent or buy (even small) premises for your company or hire staff, be sure to mention that to your prospective banker. Banks have become extremely wary of domiciled companies. And while private banks might be more amenable than commercial banks to entering into a banking relationship with you, because commercial banking is not their core business, they may charge high fees or require that you sign up for their asset management services as well - which might not be something you're ready for if you're just starting a business in this country!

At the risk of sounding repetitive, I would once again stress the importance of finding the right bank from the outset. With that out of the way, you will be able to quickly move forward with your business.

Once you have a bank lined up, the next step will be to work with a notary to draft your articles of incorporation and bylaws. That should generally take about a week after you've given the notary the required information, which includes:

- The legal form you want your company to take. The two most common forms are a public limited company (also known as a corporation; it's referred to as a *société anonyme*, or SA, in French) and a limited liability company

Sans être exhaustif, il devra connaître votre décision quant à :

- Forme juridique (SA - société anonyme, Sàrl - société à responsabilité limitée, etc) - soit CHF 100'000 pour la SA et CHF 20'000 pour la Sàrl. La Sàrl devra rendre public l'actionnariat (via le site Internet du registre du commerce), ce qui n'est pas le cas de la SA pour laquelle le détail de l'actionnariat n'est connu que de manière interne.
- Montant du capital, nombre de parts, coordonnées des fondateurs; très souvent les entrepreneurs souhaitent avoir un capital aussi réduit que possible, mais ce choix peut rapidement se heurter aux règles fiscales. En effet, la société doit posséder des fonds propres en adéquation avec l'étendue de son activité. Ce critère s'applique également à la réalité économique, les fonds de départ peuvent rapidement ne plus être suffisants.
- Siège de la société et son but
- Quelles sont les personnes qui vont gérer la société à l'avenir et de quelle manière (mode de signature) - Note: le droit suisse

(société à responsabilité limitée, or Sàrl). The capital requirement for an SA is CHF 100,000, while for an Sàrl it's CHF 20,000. The owners of an Sàrl must be listed publicly (on the website of the corresponding trade register), but those of an SA can remain hidden to the outside world.

- How much share capital your company will have, how many shares it will have, and the names and addresses of the company's founders. Usually people starting a business want its share capital to be as low as possible, but the tax authorities will check whether the amount is in line with the company's business model. This makes practical sense, since a company must have enough cash on hand to support its ongoing operations.
- Your company's headquarters and corporate purpose.
- The names of the people who will manage your company and who will have signing authority. Under Swiss law, at least one of the owners must live in Switzerland and be authorized to represent the company with his or her signature alone. That means an entrepreneur living

exige qu'au moins un des administrateurs soit domicilié en Suisse et puisse engager la société (par sa signature individuelle), ce qui implique pour l'entrepreneur étranger de trouver une personne de confiance en Suisse. En effet, ce dernier aura quasiment tout pouvoir sur la société, mais supportera également les risques (faillite, fiscalité, pénal, etc).

- Raison sociale (nom) - le notaire s'assurera que celui-ci est disponible; le nom peut être fantaisiste, mais ne doit pas « induire en erreur » le tiers.

Pour libérer le capital actions/social, il existe à ce jour deux options :

- Libération au comptant: le montant - exact en francs suisses - est versé sur le compte de consignation; il peut également être viré en monnaie étrangère, cependant si, lors de la conversion à la date de la constitution de la société, le montant en francs suisses du capital n'est pas atteint, le notaire ne pourra pas procéder, même avec un franc de différence.
- Libération en nature: tout ou partie du capital est libéré par l'apport de biens,

abroad must find a highly trustworthy business partner in Switzerland. That person will have almost full power over the company, but will also bear the risks (whether related to bankruptcy, taxes, criminal prosecution, etc.).

- Your company's name. Your notary will check whether the name you choose is available. And while it can be "creative," it cannot be misleading.

There are currently two options in Switzerland for paying in your company's share capital:

- Paying in cash. You pay the Swiss-franc amount into the aforementioned capital-deposit account. You can make the transfer from an account in another currency, but the amount actually deposited in Swiss francs - after the currency conversion - must be enough. Any shortfall, even a single franc, will prevent the notary from completing the process.
- Paying in kind. You pay in some or all of the amount through a contribution of property, receivables or another kind of asset. The tricky part here is valuing

de créances ou autres. Le processus se complique quelque peu dès lors que ces apports devront être examinés quant à leur valeur et leur disponibilité. L'action du notaire et l'intervention d'un auditeur renchéiront l'opération et poseront la question subsidiaire des liquidités nécessaires à la bonne marche de l'entreprise.

Enfin, il ne reste plus qu'à fixer le rendez-vous de signature des actes chez le notaire; en cas d'impossibilité ou de difficulté à être présents, les fondateurs peuvent émettre des procurations en faveur d'une personne de confiance qui signera à leur place. Nota: si les fondateurs sont à l'étranger, les procurations devront être légalisées et munies de l'apostille, avant d'être retournées en original au notaire.

En conclusion, certains seront tentés de faire l'acquisition d'une forme juridique existante sous forme de « coquille vide », soit sans activité. Ce sujet pourrait faire l'objet d'un article à part entière et tendrait, selon moi, à démontrer, que les risques fiscaux et légaux encourus sont bien souvent supérieurs à la création d'une nouvelle société. ■

the contributed assets and determining whether you are free to dispose of them as you wish. Usually this requires an assessment by a notary and an auditor, racking up additional fees. Payments in kind also raise the question of whether the company will have enough cash on hand to operate smoothly.

Once these issues have been settled, you can schedule an appointment with the notary to sign the documents of incorporation. If you or another owner cannot sign the documents in person, you can give someone else power of attorney to sign for you. But if you live outside Switzerland, the power of attorney must be legalized and certified with an apostille, and the original must be sent to the notary.

In conclusion, while some people may be tempted to set up shop in Switzerland by acquiring a "shell company," we would advise against it. This topic alone could fill a separate article, but in short, I would say that the tax-related and legal risks of such a move would more than outweigh the effort required to create a new company from scratch. ■